

Commune de SIDIAILLES – Le Bourg – 18270 SIDIAILLES

Participation à la Consultation de révision des Zones Vulnérables – Juin 2021

La campagne de surveillance a été marquée par des déficits pluviométriques, des conditions climatiques chaudes et sèches, jusqu'à ce que les rivières demeurent sans une goutte d'eau durant de nombreuses semaines. Ce fut le cas de la Joyeuse et de l'Arnon et de leurs affluents en amont du barrage de SIDIAILLES. De mémoire locale, aucun souvenir d'un assec dans La Joyeuse. Et bien malin qui peut affirmer aujourd'hui que cela peut se reproduire demain.

Pour reprendre les termes de la consultation : les conditions très particulières ont pu provoquer des pics de concentration en nitrate inédits, même dans des secteurs à très faibles pressions agricoles, c'est le dossier de présentation qui l'affirme. Conditions d'autant plus impactantes qu'il s'agit de petits cours d'eau. Comment juger de la pertinence du percentile dans ces conditions ?

Si la pression nitrate était réelle et durable, elle devrait être traduite dans le lac de Sidiailles, situé en aval. Or, il n'en est rien puisque les analyses régulières traduisent une moyenne de NO₃, calculée sur 6 ans, qui s'établit à 8,20 mg/l (moyenne annuelle la plus basse : 7,68 mg/l et la plus haute 8,83 mg/l – sur une moyenne de 6 analyses/an). Aucune installation de dénitrification n'est nécessaire au syndicat d'eau de Sidiailles. Aucun mélange avec d'autres sources d'eaux brutes n'est nécessaire pour assurer une distribution conforme.

Or, lors de la réunion de concertation régionale du 17 novembre 2020, la puissance publique apporte des réponses contraires à ces arguments factuels. Mais pourquoi ?

De même, les analyses d'eau de baignade effectuées tous les 15 jours en saison estivale n'occasionnent pas de fermeture.

Le dossier indique « pas d'origine agricole identifiée ». Cependant, le dossier n'indique pas les recherches effectuées en ce sens, puisqu'il existe notamment une station d'épuration en amont du qualitomètre à Préveranges. Comment fonctionne-t-elle ? Où en est-on des aménagements prévus ?

De même, le dossier n'indique pas la méthode employée pour tenir compte des situations climatiques exceptionnelles.

Aucune discussion utile ne peut donc être établie sur ces faits dont l'analyse nous est impossible par manque de données dans le dossier de consultation.

Par ailleurs, le qualitomètre de mesure est situé au passage à gué du lieu-dit « Les Paumes – 18370 PREVERANGES ». Ces prélèvements sont donc effectués en amont de la commune de SIDIAILLES. Ainsi, ces mesures n'ayant rien à voir avec le territoire de la commune de SIDIAILLES ne peuvent justifier de l'utilité d'un classement en zone vulnérable.

Nous constatons également des curiosités dans la similitude des mesures de NO3 : 24 /14 / 12... deux fois. Cela pose question... et ne peut servir l'argument d'une tendance haussière.

Par ailleurs, il est à rappeler que la Joyeuse est incluse dans le creux d'une large ripisylve – dont le manque d'entretien est sans doute dû à la peur de mal faire face aux réglementations – qui pourrait tout aussi participer à une élévation de taux de nitrate, sans que la mise en place des dispositifs de zone vulnérable ne puisse en modifier la donne.

L'occupation des sols, l'agriculture déjà extensive de la pointe sud du Cher et du bassin versant du lac de Sidiailles ont su préserver un équilibre remarquable pour la qualité des eaux de la retenue, potable et de baignade, l'activité rurale et de loisirs, et la biodiversité alentours. Dans quel but cherche-t-on à stigmatiser la profession agricole ? Le classement en zone vulnérable pourrait ici s'avérer tout à fait contre-productif et conduire à une dégradation de ces conditions vertueuses. La puissance publique devrait alors en assumer la responsabilité, ce qui n'est pas, nous semble-t-il, le but qui doit être recherché.

D'autant plus qu'en 2016-2017, de façon tout à fait incompréhensible, pour répondre aux volontés de développement touristique du Conseil départemental, propriétaire du lac et de la base de loisirs, une station d'épuration a obtenu des financements de l'agence de l'eau pour être construite en zone de captage, à moins de 35 m du bord de la réserve d'eau potable du lac de SIDIAILLES, en zone interdite à la construction, sans même avoir obtenu les autorisations d'urbanisme nécessaires.

Il apparaîtrait, pour le moins, une distorsion de traitement notable entre la volonté incompréhensible de classement du bassin en zone vulnérable et l'acceptation d'une station d'épuration construite sans autorisation avec rejet direct dans les eaux de la retenue du lac de SIDIAILLES.

Compte-tenu des éléments précédents, la persistance à vouloir classer la commune de SIDIAILLES et le bassin versant en zone vulnérable ne relève pas de résultats qui prouvent scientifiquement une quelconque responsabilité agricole mais semble relever, de la même façon que lors de la précédente consultation, du domaine de l'acharnement.

Ainsi, le classement des communes du bassin versant de SIDIAILLES s'en trouve entaché de disproportion de traitement.

Pour ces raisons, nous demandons que la commune de SIDIAILLES et les communes du bassin versant demeurent exclues d'un classement inapproprié et improductif.

Le Conseil municipal de SIDIAILLES,

Le Maire,

Florence LERUDE

